

**Italie - Relations bilatérales - Visite  
de M. Paolo Gentiloni, président du  
conseil des ministres italien -  
Déclaration de M. François  
Hollande, président de la  
République**  
(Paris, 10 janvier 2017)

Mesdames, Messieurs,

J'ai accueilli avec beaucoup de plaisir le président du Conseil des ministres Paolo Gentiloni. C'est son premier déplacement officiel, en France, dans le cadre d'une journée européenne qu'il va mener à bien au cours des prochains jours et je le remercie très vivement d'avoir commencé par venir à Paris. C'est le signe de la qualité de l'amitié et de la relation entre la France et l'Italie. Je n'ai pas besoin d'y revenir, elle est fondée culturellement, politiquement, mais aussi économiquement.

Je rappelle que la France est le premier investisseur en Italie, son deuxième partenaire commercial, et nous avons des projets depuis longtemps en commun, dont le plus éminent, le plus symbolique mais aussi le plus important en termes d'ouvrage est le Lyon-Turin. La France va ratifier à la fin du mois l'accord international qui permet justement de réaliser ce grand ouvrage, ce grand chantier qui, depuis des années, a mobilisé nos diplomates, nos gouvernements et nos entreprises. Nous sommes maintenant au point où nous pouvons aller clairement dans la réalisation de cet équipement.

Nous avons aussi un certain nombre de dossiers industriels en commun, et nous les avons évoqués. Nous avons cette volonté de faire en sorte que les entreprises françaises et les entreprises italiennes puissent être ensemble - parfois séparément - des championnes à l'échelle de l'Europe et du monde. Chaque fois que nous pouvons trouver des partenariats, il faut absolument les saisir, dans tous les domaines.

C'est vrai qu'il y a, dans le domaine de l'électronique, dans le domaine des nouvelles technologies, des possibilités encore d'agir ensemble. Il y a le sujet en France, de l'avenir de STX, avec la participation possible de FINCANTIERI. C'est pour nous effectivement une hypothèse très sérieuse. Nous travaillons dans cette direction mais avec la volonté que l'État puisse demeurer non seulement un actionnaire minoritaire mais un actionnaire qui puisse avoir la possibilité de blocage, et nous souhaitons qu'il y ait une solution avec un actionnariat multiple.

Nous voulons aussi que nous avancions sur l'Europe. L'Italie va recevoir au mois de mars l'ensemble des pays européens pour célébrer le 60<sup>e</sup> anniversaire de la signature du Traité de Rome. Nous pouvons en faire simplement une évocation, une page d'Histoire, ou nous

pouvons écrire une nouvelle étape de la construction européenne. Le choix que nous avons fait, l'Italie et la France - mais je suis sûr qu'il sera partagé, et notamment avec l'Allemagne - c'est de faire que cette rencontre de Rome puisse, sur la perspective européenne, montrer clairement la direction que nous voulons engager.

D'abord la sécurité : sécurité des frontières, de manière à ce que nous puissions, notamment par rapport à la question des migrations, être à la fois humains, dignes, notamment pour assurer le respect du droit d'asile, et en même temps faire en sorte que nous puissions raccompagner les migrants qui n'ont pas vocation à entrer et à rester sur le territoire européen. Ce qui suppose d'avoir - nous l'avons déjà mené à bien - des garde-côtes, des gardes-frontières, des systèmes de vérification, et cela fait partie des engagements européens pour une durée longue et qui va d'ailleurs avec une politique de développement, et notamment de soutien de l'Afrique, et avec des politiques innovantes en matière de coopération. C'est la première direction.

J'ajoute une deuxième dimension, c'est la défense. Nous sommes confrontés à un monde incertain, dangereux. Il y a une menace terroriste qui a frappé plusieurs pays européens, la France, récemment l'Allemagne, et donc nous devons assurer une défense européenne et coordonner davantage encore que nous ne l'avons fait, nos services de renseignement, et d'une manière générale, assurer une augmentation et une meilleure qualité de nos capacités en matière de défense. C'est un enjeu essentiel, et je pense que nous pourrons, lors du 60e anniversaire, mettre en avant ce deuxième objectif de la construction européenne.

Enfin, la troisième dimension, c'est la croissance et l'emploi, le développement des nouvelles technologies, la capacité de pouvoir développer nos industries et d'assurer à la jeunesse son avenir à travers une formation, à travers des universités d'excellence et la Recherche. Voilà ce que nous voulons porter à l'occasion du 60e anniversaire de la signature du Traité de Rome : une nouvelle page pour l'avenir de l'Europe.

Je veux terminer pour dire combien nous allons soutenir l'Italie dans les prochains mois, puisque l'Italie va avoir la présidence du G7. C'est là que nous aurons à travailler sur le commerce mondial, le soutien à la croissance à l'échelle internationale, les règles que nous devons prévoir pour le respect des engagements en matière climatique, la question des migrations et, bien sûr, avoir aussi la capacité d'agir pour régler les crises. Nous avons évoqué deux grandes crises qui aujourd'hui menacent notre propre sécurité : la crise en Syrie - et nous travaillons pour qu'il y ait un retour aussi vite que possible à Genève, à la fois comme lieu de négociations et comme esprit, pour trouver une issue politique - et la deuxième qui est la crise en Libye pour que le gouvernement d'union nationale puisse être effectif, puisse aussi nous permettre d'assurer justement la protection de nos frontières et une action pour le respect de l'intégrité territoriale en Libye.

Voilà le sens de notre rencontre, et je remercie encore le président Gentiloni de nous avoir fait l'honneur de venir à Paris aujourd'hui./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)